

# SOMMAIRE

<b>Remerciements .....</b>	<b>5</b>
<b>Introduction .....</b>	<b>13</b>
<b>Avertissements et glossaire.....</b>	<b>15</b>
<b>CHAPITRE 1 - LA POSTURE DES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL .....</b>	<b>19</b>
<b>1.1 - Élus du personnel : un mandat d'ordre public.....</b>	<b>19</b>
La notion de « mandat d'ordre public » .....	20
Chef d'entreprise et « chef » du comité .....	22
Le mandat d'ordre public au quotidien.....	24
<b>1.2 - Le délit d'entrave.....</b>	<b>26</b>
Qu'est-ce qu'un délit d'entrave ? .....	26
L'action des représentants du personnel .....	28
<b>1.3 - Les dates importantes.....</b>	<b>29</b>
Repères historiques.....	29
Les textes marquants.....	34
<b>1.4 - La fusion des IRP et leurs conséquences .....</b>	<b>35</b>
Des situations différenciées jusqu'au 1 <sup>er</sup> janvier 2020 .....	36
Création du CSE : de nouvelles problématiques pour les élus .....	37
Les accords à négocier : conseils pratiques.....	39
<b>1.5 - Santé au travail : les missions des élus.....</b>	<b>44</b>
Travail prescrit, travail réel et collectif de travail .....	45
Missions des élus : les bonnes postures.....	48
Missions des élus : le Code du travail.....	50

<b>1.6 - Dimensionnement du CSE et du CHSCT .....</b>	<b>52</b>
Rappels préliminaires sur le CHSCT.....	53
CSE : une chute du nombre d'élus .....	54
Nombre d'élus : éléments de réflexion et de négociation .....	57
<b>1.7 - Représentants du personnel et syndicats.....</b>	<b>59</b>
Élus du personnel et syndicats : les points de jonction .....	59
L'apport du syndicat au comité.....	62
Extension des accords d'entreprise : danger ! .....	64
<b>CHAPITRE 2 - LA PRÉVENTION DES RISQUES ET SES ACTEURS .....</b>	<b>67</b>
<b>2.1 - La prévention : définition et enjeux.....</b>	<b>67</b>
Qu'est-ce que la prévention des risques professionnels ?.....	68
Trois axes : accidents du travail, maladies professionnelles, pénibilité...	69
<b>2.2 - Les 3 niveaux de prévention.....</b>	<b>72</b>
Préventions primaire, secondaire et tertiaire.....	73
Clés de compréhension.....	74
Les 3 niveaux de prévention : les priorités des élus .....	77
<b>2.3 - L'employeur et ses obligations.....</b>	<b>78</b>
Les obligations légales de l'employeur .....	79
Responsabilité civile et pénale de l'employeur .....	82
Sous-déclaration des AT et enjeux financiers .....	84
<b>2.4 - CHSCT, CSE et commission SSCT .....</b>	<b>86</b>
Élections du CSE .....	87
La composition du CSE et du CHSCT.....	89
CSE et commission « santé, sécurité et conditions de travail » (SSCT) ....	91
<b>2.5 - Salariés et prévention .....</b>	<b>93</b>
Les salariés, acteurs et bénéficiaires de la prévention.....	93
Les freins à la prévention .....	95
<b>2.6 - CARSAT, CRAMIF et organismes de prévention.....</b>	<b>97</b>
Les CARSAT et la CRAMIF au sein de l'assurance maladie.....	98
L'INRS, l'Anact et l'OPPBTB .....	100
<b>2.7 - Inspection du travail et médecine du travail .....</b>	<b>101</b>
L'inspection du travail.....	102
Médecins du travail et Services de santé au travail (SST) .....	104

<b>CHAPITRE 3 - MOYENS ET FONCTIONNEMENT DU COMITÉ.....</b>	<b>109</b>
<b>3.1 - Moyens du comité et budget de fonctionnement .....</b>	<b>109</b>
Panorama des moyens des élus.....	110
Le budget de fonctionnement du CSE.....	111
CHSCT : un budget illimité .....	113
<b>3.2 - Le règlement intérieur du comité.....</b>	<b>115</b>
L'utilité du règlement intérieur du comité.....	115
Le règlement intérieur du CSE : points particuliers .....	118
Règlement intérieur et obligations financières des comités.....	119
<b>3.3 - Santé-sécurité : la formation des élus .....</b>	<b>120</b>
Le droit à formation des élus .....	120
La formation des élus : une nécessité.....	122
<b>3.4 - Crédit d'heures et circonstances exceptionnelles.....</b>	<b>124</b>
Crédit d'heures du CSE et du CHSCT.....	124
Temps « nécessaire » et circonstances exceptionnelles.....	127
L'utilisation des heures de délégation.....	128
<b>3.5 - Le vote : un outil décisif.....</b>	<b>130</b>
L'importance du vote des élus.....	130
Modalités et contenu du vote.....	132
<b>3.6 - L'ordre du jour .....</b>	<b>133</b>
L'ordre du jour : pourquoi et comment ? .....	134
Ordre du jour et convocations aux réunions .....	136
<b>3.7 - Les réunions préparatoires et plénières.....</b>	<b>138</b>
La réunion préparatoire : un impératif.....	138
La périodicité des réunions plénières .....	140
Réunion plénière et animation du secrétaire.....	141
<b>3.8 - Procès-verbal (PV) et compte rendu de réunion .....</b>	<b>144</b>
Le procès-verbal (PV).....	144
Le nouvel encadrement du procès-verbal .....	147
Le « compte-rendu » des élus du comité .....	148
 <b>CHAPITRE 4 - LA RELATION AVEC LES SALARIÉS .....</b>	 <b>151</b>
<b>4.1 - L'exigence légale de proximité avec les salariés .....</b>	<b>151</b>
Les représentants de proximité : enjeux et négociation.....	152
Proximité avec les salariés et visibilité du comité.....	155

<b>4.2 - Prérogatives du comité et libre expression des salariés .....</b>	<b>156</b>
Nécessité d'une interactivité élus-salariés.....	156
Le droit à l'expression directe et collective des salariés .....	158
La recherche de témoignages.....	159
<b>4.3 - L'obligation de discrétion des élus .....</b>	<b>160</b>
Confidentialité envers l'entreprise et les individus.....	161
Qu'est-ce qu'une information confidentielle ?.....	162
<b>4.4 - Les questionnaires « santé au travail ».....</b>	<b>163</b>
Intérêt et risques du questionnaire .....	163
Les principes de réussite du questionnaire.....	165
<b>4.5 - Faut-il participer aux groupes de travail de l'employeur ? .....</b>	<b>166</b>
Nature du dilemme.....	166
La démarche à suivre.....	168
<b>4.6 - La communication des élus : conseils pratiques.....</b>	<b>169</b>
Une communication basée sur les faits .....	170
Conseils pratiques pour la communication écrite.....	171
Conseils pratiques pour la communication orale .....	174
<b>CHAPITRE 5 - L'INFORMATION ET LA CONSULTATION DU COMITÉ.....</b>	<b>177</b>
<b>5.1 - Information : les obligations de l'employeur .....</b>	<b>177</b>
Le droit à information des élus .....	178
La qualité de l'information : 3 conditions à remplir.....	179
La base de données économiques et sociales (BDES) .....	180
<b>5.2 - Le document unique d'évaluation des risques (DUER).....</b>	<b>184</b>
Le cadre juridique .....	184
Méthodologie et formalisation du DUER.....	186
DUER et actions du comité.....	188
<b>5.3 - Rapport et programme annuels de prévention.....</b>	<b>189</b>
La consultation sur le rapport et le programme annuels .....	190
Le contenu du rapport annuel.....	191
Le programme annuel de prévention des risques.....	193
<b>5.4 - La veille documentaire .....</b>	<b>194</b>
Le rôle du bilan social .....	194
La recherche documentaire.....	197

<b>5.5 - La procédure d'information-consultation</b> .....	<b>198</b>
Les principes intangibles de la consultation .....	198
Les délais de consultation .....	201
Consultations ponctuelles et dispositions particulières.....	203
<b>5.6 - Les trois consultations récurrentes du comité</b> .....	<b>205</b>
Consultations récurrentes : présentation de synthèse.....	205
Le contenu des trois consultations récurrentes.....	206
Niveau de consultation, expertises et avis unique.....	209
<b>5.7 - Projets importants et autres consultations ponctuelles</b> .....	<b>210</b>
La consultation du comité sur les projets importants.....	211
La consultation pour licenciement économique collectif.....	212
La consultation pour inaptitude .....	214
Autres consultations du CSE ou du CHSCT .....	216
<b>CHAPITRE 6 - OUTILS, REPÈRES ET PRATIQUES DE TERRAIN</b> .....	<b>219</b>
<b>6.1 - La gestion du temps et des priorités</b> .....	<b>219</b>
Code du travail : comment gagner du temps ?.....	220
Objectifs, priorités et matrice d'Eisenhower.....	221
Les pratiques de bon sens.....	224
<b>6.2 Repères et outils pour analyser le travail</b> .....	<b>225</b>
Les 9 principes de prévention .....	226
Observation du travail et aides méthodologiques .....	227
<b>6.3 - Les inspections du comité</b> .....	<b>231</b>
Caractéristiques des inspections.....	231
Le déroulement de l'inspection .....	233
<b>6.4 - Les enquêtes après accident du travail (AT)</b> .....	<b>236</b>
Importance et caractéristiques des enquêtes.....	237
Enquête : les bonnes pratiques.....	239
L'arbre des causes .....	242
<b>6.5 - Les enquêtes pour risque grave</b> .....	<b>244</b>
Enquête pour risque grave : le cadre juridique .....	244
L'enquête pour risque grave en pratique.....	246
<b>6.6 - Le danger grave et imminent (DGI)</b> .....	<b>247</b>
Les deux procédures de DGI : alerte et retrait.....	247
Droit d'alerte du comité et couplage avec le droit de retrait .....	249

Le droit d'alerte en santé publique et environnement .....	251
<b>6.7 - Les risques psychosociaux (RPS) .....</b>	<b>251</b>
Nature des RPS et définitions .....	252
RPS : clés de compréhension.....	256
Objectifs et principes d'action des élus .....	258
<b>CHAPITRE 7 - LE RECOURS À L'EXPERT.....</b>	<b>263</b>
<b>7.1 - Les missions de l'expert en santé au travail .....</b>	<b>263</b>
Le champ des expertises légales .....	264
Désignation de l'expert et contestation éventuelle .....	266
Délais et autres précisions .....	268
<b>7.2 - Le choix de l'expert .....</b>	<b>270</b>
Choix de l'expert : le cadre légal.....	271
Spécialisation et indépendance des experts.....	273
<b>7.3 - Les expertises « risque grave » et « projet important » .....</b>	<b>276</b>
Expertise pour « risque grave » .....	276
L'expertise pour projet important .....	278
<b>7.4 - Pas de délégation de pouvoirs à l'expert .....</b>	<b>281</b>
La conduite de l'expertise par le comité .....	282
La réunion plénière avec l'expert.....	284
<b>Annexes .....</b>	<b>287</b>
Annexe 1 : Négociation de la mise en place du CSE - repères et conseils .....	287
Annexe 2 : Intervenants auprès des comités et liens Internet.....	289
Annexe 3 : Points d'approfondissement .....	291
Annexe 4 : Modèles de lettres et de motions .....	295
<b>À propos de l'auteur .....</b>	<b>301</b>